



europatch

Le magazine du Mouvement européen Suisse | N° 2/2022



“

Entretien avec Irène Kälin, présidente du Conseil national

**« Bougeons-nous – faisons front commun
avec nos voisins européens ! »**

Page 6

SOMMAIRE

PROJECTEUR

- 3 L'UE et la question des salaires minimaux
- 4 Crise énergétique, occasion de réforme ?
- 5 L'espace ferroviaire unique européen

ENTRETIEN

- 6 Entretien avec Irène Kälin

LITTÉRATURE

- 9 Pour l'adhésion à l'UE

RELATIONS SUISSE-UE

- 10 L'EEE, 30 ans après
- 11 Le naufrage européen de la Suisse

ACTIVITES

- 12 Un Mouvement en fort mouvement

SECTIONS

- 13 « Ensemble en Europe » – Dis-moi, l'Europe, t'en dis quoi ?

INTERNATIONAL

- 14 Une convention européenne pour une Union démocratique et souveraine

YOUNG EUROPEAN SWISS

- 15 Une perspective européenne pour la jeunesse suisse

Être de la partie, c'est assurer l'avenir

Chère lectrice, cher lecteur,

Pour évaluer l'Union européenne (UE), on peut tout d'abord jeter un œil à ce qu'elle apporte à ses citoyen·nes. Et ce n'est pas rien. On peut comparer le PIB, le taux de chômage et le niveau de formation des Etats membres et se réjouir des avancées concrètes en matière de salaire minimum, de protection des données et de mobilité durable.

Ou alors, on peut se pencher sur ce que l'UE représente. Un lieu d'appartenance

suisse provient de l'UE. On peut se réjouir de l'évolution du PIB et de la dette publique depuis que la Suisse règle ses relations avec l'UE par des accords bilatéraux. Ainsi, la Suisse a de quoi, dans l'ensemble, célébrer le statu quo. D'un point de vue économique, la Suisse se débrouille bien dans sa relation actuelle avec l'UE.

Mais il y a aussi l'autre perspective, autrement plus importante : que signifie l'Europe pour la Suisse ? L'Europe est notre



© Jes Schmid

Dominik Elser

Vice-président du Mouvement européen Suisse



commune. Une construction politique qui tire son identité de ses institutions. L'UE est avant tout un espoir : si les pays européens s'unissent dans des structures, des organes de décision et des processus communs, ils seront plus pacifiques, plus libres et plus prospères que si chacun ne considèrerait que son propre intérêt.

La première perspective, celle de l'économie, est bien entendu au centre des préoccupations. La politique doit être utile. Elle doit améliorer la vie des gens. Mais cela ne se suffit pas. Au contraire, elle est plutôt une conséquence du mot d'ordre politique de l'Europe : *ensemble, nous sommes plus forts*.

Les relations de la Suisse avec ses voisins et l'Europe au sens large peuvent également être considérées de ces deux manières. On peut constater que l'UE est notre principal partenaire commercial et que la moitié des recettes de l'économie

patrie. C'est l'espace où la plupart des gens partagent nos valeurs fondamentales. L'Europe est également le territoire où se joue notre sécurité. Les institutions européennes sont une garantie pour l'avenir : elles unissent les pays pour résoudre les problèmes actuels et futurs et leur permettent de s'engager, ensemble, pour la paix, la liberté et la prospérité.

Que la Suisse se retrouve seule, même trente ans après le « non » à l'Espace économique européen, est un risque majeur. C'est un pari dangereux, à tous les niveaux. Si les choses se gâtent, nous devons pouvoir compter les un·es sur les autres.

Participer, soutenir et marquer de son empreinte des institutions communes est une valeur en soi. Cela signifie investir dans son propre avenir et se protéger. ★

L'UE et la question des salaires minimaux

par **János Allenbach-Amman**, journaliste chez EURACTIV

Sans tambour ni trompette, les ministres du Conseil de l'Union européenne (UE) ont apposé leur sceau sur la directive de l'Union européenne sur les salaires minimaux le 4 octobre dernier. Les Etats membres de l'UE ont ainsi convenu d'un délai de deux ans au cours duquel ils doivent mettre en œuvre cette directive. Le Parlement européen avait déjà approuvé la proposition en septembre, après que la présidence française du Conseil a œuvré avec succès, au cours du premier semestre 2022, à rédiger une version de la directive acceptable à la fois pour le Parlement et pour une grande majorité des Etats membres.

Comme toute directive passée à la moulinette des compromis européens, la directive sur les salaires minimaux ne constitue pas une révolution. Ainsi, elle n'introduit pas de salaire minimum à l'échelle de l'UE et les Etats membres qui n'ont pas de salaire minimum légal (Suède, Danemark, Finlande, Autriche, Chypre et Italie) ne sont pas tenus d'en introduire un.

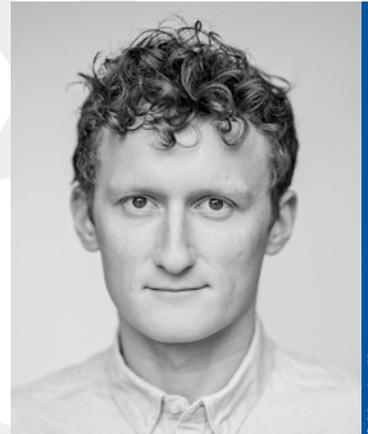
La « Directive relative à des salaires minimaux adéquats », de son nom officiel, incite les Etats membres de l'UE disposant d'un salaire minimum légal à examiner régulièrement si ces derniers sont suffisants. La directive indique comme valeur de référence pour un salaire minimum adéquat un seuil de 60 % du salaire médian ou de 50 % du salaire moyen d'un Etat membre. Les salaires minimaux dans la plupart des pays de l'UE sont actuellement inférieurs à ces valeurs et devraient donc être augmentés de manière substantielle dans les années à venir.

Toutefois, ces 60 % et 50 % restent des valeurs indicatives – la Commission européenne ne pourra pas les imposer. Malgré cela, la directive, qui a été combattue par le patronat, constitue une petite victoire pour les syndicats. En effet, elle renforce leur rôle au sein des Etats membres. Ainsi, ils doivent par exemple être impliqués dans l'examen des salaires minimaux susmentionnés.

Encore plus important pour les syndicats : le renforcement des négociations collectives entre les organisations patronales et les syndicats. Selon la nouvelle directive, les Etats de l'UE doivent, en effet, définir des plans d'action pour promouvoir cette négociation collective si moins de 80 % des employé-es du pays bénéficient d'une convention collective de travail (CCT). A titre de comparaison, en Suisse, la couverture des CCT était d'environ 50 % en 2018. De nombreux pays de l'UE se situent également bien en dessous des 80 % visés – par exemple l'Allemagne et la plupart des Etats membres en Europe centrale et orientale.

Le seuil de 80 % a été choisi parce qu'il est inférieur à la couverture des CCT de la Suède et du Danemark. Ces deux Etats traditionnellement sociaux-démocrates se sont opposés avec véhémence à la directive sur les salaires minimaux, car les conditions de travail dans ces pays sont presque exclusivement négociées entre les partenaires sociaux. Toute ingérence de l'Etat ou même de l'UE est considérée comme un danger pour le modèle scandinave. Le seuil de 80 % de la directive garantit qu'elle n'exercera pratiquement aucune influence dans ces pays, préservant le modèle prospère du Danemark et de la Suède.

Outre les dispositions relatives au salaire minimum et à la promotion de la négociation collective, la directive stipule également que les Etats membres doivent garantir aux travailleuses et travailleurs un accès effectif à la négociation collective et à la protection qu'offre le salaire minimum. Dans l'ensemble, la directive renforce les syndicats européens, tout en laissant aux Etats membres une grande marge de manœuvre dans la mise en œuvre de ses dispositions. Après une décennie au cours de laquelle l'UE a été marquée par une politique d'austérité hostile aux travailleuses et travailleurs, c'est un acquis bienvenu pour les forces de gauche dans l'UE. ★



© Maurice Haas

JÁNOS ALLENBACH-AMMANN est journaliste économique chez EURACTIV, un magazine en ligne basé à Bruxelles et axé sur la politique européenne. A ce titre, il assure le suivi des politiques commerciales, financières et sociales de l'Union européenne et les commente dans une newsletter hebdomadaire intitulée « Economy Brief ». En outre, il écrit occasionnellement pour les médias suisses, anime des tables rondes sur des thèmes de politique européenne et rédige le « *Hauptstadt-Bericht* », publication à l'intention d'un public suisse à propos des derniers développements de la politique européenne.



Crise énergétique, occasion de réforme ?

par **Raphaël Bez**, secrétaire général, et **Alexis Vrettos**, collaborateur, du Mouvement européen Suisse

Les défis qui se dressent devant l'Union européenne sont nombreux et importants : la guerre en Ukraine, la crise climatique, l'avènement de partis eurosceptiques et... l'hiver. En effet, en représailles aux sanctions et au soutien européens à l'Ukraine, la Russie a grandement réduit ses exportations de gaz. Or l'Europe en dépend largement.



L'Union européenne (UE) semble enchaîner les crises, indépendamment de sa volonté. Alors que le monde entier sortait doucement de deux années de pandémie aux implications sociales et économiques historiques, la guerre d'agression de la Russie en Ukraine a, une fois de plus, précipité le continent dans l'incertitude et l'instabilité. Rapidement, le conflit s'est transformé en crises alimentaires – en raison du blocage des exportations de céréales depuis l'Ukraine – et énergétique. En effet, le régime du président Vladimir Poutine a su exploiter, à ses fins, la dépendance d'un grand nombre d'Etats européens à ses exportations de gaz. Et les conséquences en sont déjà visibles, le gaz étant principalement utilisé pour le chauffage et la production d'électricité. Le scénario d'une pénurie énergétique, cet hiver, est ainsi de retour dans le débat public – il ne l'avait plus été depuis les crises pétrolières des années septante !

Pour y faire face, la Commission européenne a proposé de réduire la consommation d'électricité, de diversifier l'approvisionnement énergétique européen en se tournant vers d'autres pays comme les Etats-Unis ou l'Algérie et de faire appel aux énergies renouvelables et au nucléaire. La Commission veut aussi plafonner le prix du gaz et capter les « surprofits » des producteurs d'électricité pour les redistribuer sous forme de subsides aux industries et aux consommatrices et consommateurs. On est donc loin du stéréotype d'une Union néolibérale !

L'Europe se fait dans les crises

La pandémie de Covid-19 aura eu pour conséquence, notamment, l'achat groupé

de vaccins par les Etats membres ainsi que la mise sur pied du plan de relance #NextGenerationEU financé par des emprunts communs. Des avancées historiques !

Jean Monnet, père fondateur de l'UE, le disait : « L'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises. » Ainsi, en réponse à la crise énergétique et à l'inflation galopante, de nouvelles discussions sur des achats groupés de gaz ou la création d'un deuxième fonds financé par un endettement commun ont émergé. Les avis sont partagés, certains Etats membres s'y opposent, mais les réponses élaborées ensemble par le passé sont restées dans la mémoire des chefs d'Etat ou de gouvernement.

L'UE – son fonctionnement, sa légitimité, sa raison d'être – est, une nouvelle fois, soumise à rude épreuve. L'UE sera solidaire ou ne sera pas.

Une « nouvelle » Europe

Dans ce contexte, l'UE doit plus que jamais réaffirmer être au service des Européennes et des Européens. Les conséquences de la guerre en Ukraine, de l'inflation, de la crise énergétique ou encore du changement climatique entraînent des répercussions directes sur le quotidien de chacune et de chacun. Ursula von der Leyen le rappelait : « Les institutions démocratiques doivent constamment gagner et regagner la confiance » de ces derniers. L'UE n'a pas d'autre choix que de « se montrer à la hauteur des nouveaux défis que l'histoire place constamment sur [sa] route ».

La guerre en Ukraine et le changement d'époque qu'elle a provoqué ne font que confirmer la nécessité pour l'UE de se réformer. Le Parlement européen, soutenu par la présidente de la Commission, fait donc bien d'appeler de ses vœux la convocation d'une Convention européenne pour ainsi donner suite à la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Près de vingt ans après le traité de Lisbonne, le temps est venu d'une « nouvelle » UE. ★

L'espace ferroviaire unique européen

par **Adina Vălean**, Commissaire européenne chargée des transports

L'Union européenne s'est saisie très tôt de la question de la mise en place d'un espace ferroviaire unique européen. Ainsi, dès les années nonante, elle a entamé un processus progressif d'établissement de règles et de normes communes visant à améliorer la compatibilité des systèmes ferroviaires nationaux. Son objectif : un système efficace et compétitif à l'échelle de l'UE.

L'Union européenne (UE) possède l'un des réseaux ferroviaires les plus denses au monde. Chaque Etat membre a développé son propre système ferroviaire, le rail relevant de la compétence de ces derniers en raison des importants investissements qu'il nécessite. Dès lors, la tâche de l'UE n'était pas aisée. Néanmoins, elle a réussi à lutter contre ce morcellement en adoptant une première directive en juillet 1991, imposant la séparation comptable entre le gestionnaire d'infrastructure et l'exploitant ferroviaire, ouvrant ainsi pour la première fois le secteur ferroviaire à la concurrence transfrontalière. Depuis, l'UE a adopté quatre paquets visant à ouvrir le marché ferroviaire à la concurrence, à accroître l'interopérabilité des systèmes ferroviaires nationaux et à définir le cadre d'un espace ferroviaire unique européen.

Un développement en cours

Le quatrième paquet, adopté en 2016, comporte un « pilier technique » et un « pilier gouvernance et ouverture du marché ». Le premier vise à stimuler la compétitivité du secteur en réduisant les coûts et la charge administrative pour les entreprises désireuses d'exercer leurs activités dans toute l'Europe. Il a introduit de meilleures règles en matière d'interopérabilité et de procédures de sécurité, avec un rôle important accordé à l'Agence de l'UE pour les chemins de fer. Le second ouvre quant à lui le marché des services nationaux de transport de voyageurs à l'ensemble de la concurrence de l'UE – ce qui couvre plus

des 2/3 de l'ensemble des services de transport de voyageurs. Depuis décembre 2020, les entreprises ferroviaires de l'UE, où qu'elles se trouvent dans l'Union, peuvent proposer des services ferroviaires nationaux sur une base commerciale, lorsque cela est économiquement possible. Connue sous le nom de « concurrence ouverte », celle-ci a déjà contribué à améliorer les services et les fréquences et à réduire les tarifs sur certaines lignes.

Un autre outil important est la politique du réseau transeuropéen de transport (RTE-T) qui est en cours de révision. Il s'agit de la mise en œuvre et du développement d'un réseau européen de lignes ferroviaires, de routes, de voies navigables intérieures, de routes maritimes, de ports, d'aéroports et de terminaux ferroviaires. La révision vise à accroître la part de marché des modes de transport plus durables, en particulier du rail.

Un réseau plus digital

Enfin, il est également impératif de rendre le réseau plus digital. C'est pour cette raison que la Commission européenne insiste sur la nécessité de déployer le système européen de gestion du trafic ferroviaire (ERTMS) – le système européen de signalisation interopérable et sûr qui remplace 21 systèmes nationaux – sur l'intégralité du réseau d'ici à 2040. La Commission travaille aussi de manière étroite avec le secteur ferroviaire au projet « *Europe's Rail* ». Celui-ci vise à financer des projets innovants qui proposent des solutions dans divers domaines comme pour une meilleure gestion intégrée du trafic, une signalisation à plus grande capacité, l'exploitation automatique des trains et du couplage automatique numérique, de nouveaux carburants et des solutions efficaces pour les lignes à faible trafic. Nous devons accélérer l'adoption et le déploiement de solutions innovantes et numériques afin que nos citoyens puissent bénéficier rapidement de meilleurs services. ★



© Commission européenne

ADINA VĂLEAN est la Commissaire européenne chargée des transports. Avant de prendre ses fonctions le 1er décembre 2019 auprès de la Commission présidée par Ursula Von der Leyen, elle a été députée au Parlement européen pendant douze ans. Dans le cadre de cette fonction, elle a été présidente de la Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie (juillet-décembre 2019), présidente de la Commission de l'environnement (2017-2019) et vice-présidente du Parlement européen (2014-2017). Adina Vălean a également été députée au Parlement roumain de 2004 à 2007. Elle est titulaire d'un Master en études d'intégration européenne et de sécurité et d'une Licence en mathématiques.



« Je n'avais encore jamais perçu l'UE comme étant aussi solidaire. »

Alors que le continent européen fait face à un changement d'époque, Irène Kälin – qui termine son mandat de présidente du Conseil national – s'est entretenue avec nous sur la guerre, sa visite en Ukraine, l'Union européenne et ses politiques, et sur les relations entre la Suisse et ses voisins européens.



© Le Parlement suisse

IRÈNE KÄLIN est diplômée en islamologie et cultures religieuses. En 2010, elle est élue au Grand Conseil argovien sous la bannière des Vert-es. De 2012 à 2014, elle est vice-présidente des Vert-es suisses. En 2017, elle remplace son collègue démissionnaire Jonas Fricker au Conseil national. Elle est aujourd'hui présidente de Arbeit-Aargau, la plus grande association faitière des travailleuses et travailleurs d'Argovie, et de Beznau Verfahren, une association de soutien aux opposant-es à la centrale nucléaire de Beznau. Elle s'engage également au sein de la section argovienne de l'Association transports et environnement (ATE). En décembre 2021, elle est devenue la première citoyenne du pays, assurant pour une année la présidence du Conseil national.

L'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022 a surpris beaucoup de monde. Qu'avez-vous ressenti le matin où la Russie a lancé son attaque contre cet Etat européen souverain ?

J'étais sans voix, en colère et infiniment triste. Comme la plupart d'entre nous, je n'oublierai jamais ce matin. Il m'a fallu plus d'une journée pour comprendre qu'avec cette agression injustifiée et brutale contre l'Ukraine, la guerre était de retour sur le continent européen et qu'il s'agissait d'une attaque qui nous concernait toutes et tous, car elle s'oppose à l'ensemble de nos valeurs. Et elle ne se contente pas de les piétiner, mais les balaye et les anéantit.

Vous vous êtes rendue en Ukraine en avril dernier. Quelles impressions cette visite vous a-t-elle laissées ?

J'ai vu la misère et la destruction provoquées par la guerre. Nous avons parcouru les banlieues de Kiev, qui ont été frappées de manière particulièrement brutale par l'agresseur russe. Mais j'ai aussi pu mesurer le courage et la confiance des Ukrainien-nes, leur volonté de défendre nos valeurs et de reconstruire le pays de manière encore plus démocratique, bien que la fin de la guerre ne soit pas encore en vue. Le courage de nos sœurs et de nos frères ukrainiens est remarquable. Alors que cette terrible guerre continue à sévir, mon

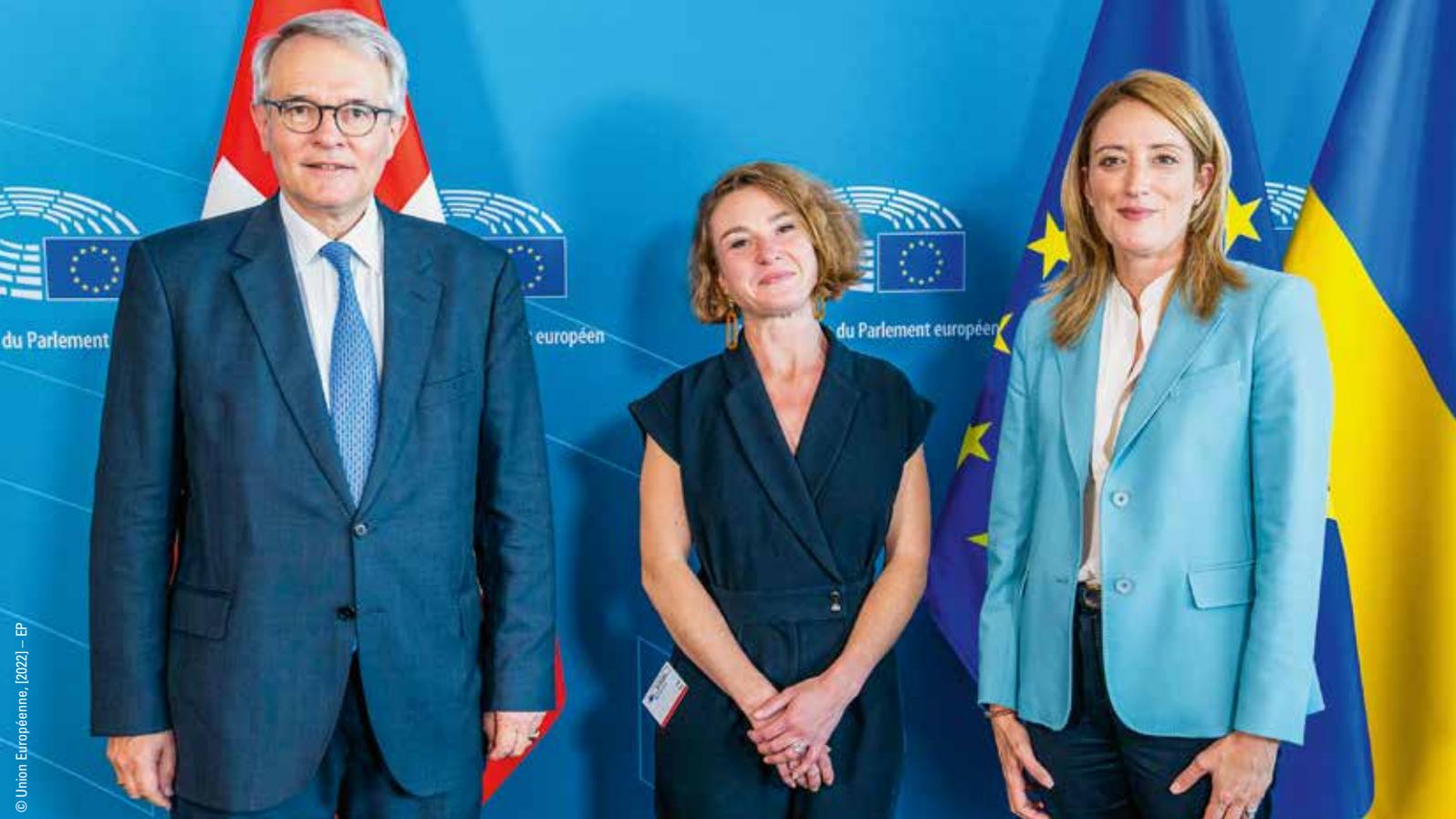
admiration pour elles et eux se renforce chaque jour un peu plus.

Comment percevez-vous l'Union européenne (UE) dans le contexte de ce changement d'époque ?

L'UE s'est rassemblée et a agi immédiatement. Cette détermination commune m'a surprise et touchée de façon positive. Des sanctions collectives, une solidarité partagée et des valeurs communes font que l'UE apparaît à nouveau unie, pour la première fois depuis longtemps. Rarement ai-je perçu l'UE de telle façon, comme une famille dans laquelle règne la solidarité, dans un moment terrible où l'architecture de sécurité de tout le continent est remise en question. C'est un changement d'époque et nous sommes toutes et tous appelé-es à renforcer cette nouvelle cohésion – nous aussi, en tant que Suisse, par exemple en contribuant au processus de reconstruction ou en soutenant activement l'Ukraine avec de l'aide humanitaire.

Outre la guerre, la protection de l'environnement et la politique sociale figurent en bonne place sur la liste des priorités de la Commission européenne. En tant que membre du parti des Vert-es, que pensez-vous des récentes décisions de l'UE sur ces sujets ?

Il est juste que l'UE soit ambitieuse tant au niveau de ses politiques environnemen-



Irène Kälin en visite au Parlement européen à Bruxelles en octobre 2022, avec la présidente Roberta Metsola (à droite) et Thomas Hefti, président du Conseil des Etats (à gauche).

tales que sociales, avec le Pacte vert ou la directive sur les salaires minimaux par exemple. En effet, une protection efficace du climat et la lutte contre la pauvreté ne s'excluent pas mutuellement, bien au contraire. Les ménages à faible revenu contribuent moins au réchauffement climatique, mais en parallèle, en subissent davantage les conséquences. Une politique environnementale aide donc les plus pauvres si elle est bien conçue. Cela vaut aussi bien pour la Suisse que pour l'UE : la protection de l'environnement et du climat doit être socialement acceptable. Et d'une certaine manière, nous avons du mal à comprendre cette exigence et à la concrétiser. Il est pourtant parfaitement clair qu'une coiffeuse, dont le salaire est bas, ne va pas au travail en voiture par amour de la conduite, mais parce que c'est une nécessité. En Suisse, nous sommes autant sollicité-es que dans l'UE et nous devrions toutes et tous promouvoir ensemble une protection du climat socialement acceptable au lieu de nous pointer du doigt.

Comment expliquez-vous que l'UE soit encore perçue comme un projet purement économique, voire néolibéral ?

L'UE est aussi un projet économique. Du point de vue suisse, notre intérêt premier a toujours été l'accès au marché intérieur.

Ainsi, nous avons peu à peu oublié que l'UE n'est pas qu'une simple union économique. C'est justement en ces temps de crise et de guerre que nous voyons et ressentons que l'UE est bien plus que cela. Elle est une communauté de valeurs à laquelle nous appartenons naturellement aussi. Et elle est solidaire comme lorsqu'il s'agit de la distribution de doses de vaccin ou dans le contexte de la menace de pénurie d'énergie qui nous fait face.

Vous avez également rendu visite à la présidente du Parlement européen. Dans quelle mesure le dossier des relations entre la Suisse et l'UE vous a-t-il accompagné durant votre présidence ?

L'UE n'a jamais été aussi importante qu'en ces temps de crises multiples (environnementale, sanitaire ou encore énergétique) et de guerre. En même temps, notre gouvernement a du mal à gérer le dossier européen, encore plus depuis qu'il a abandonné les négociations sur l'accord institutionnel. Pourtant, nous savons qu'en étant au cœur de l'Europe, nous ne pouvons pas nous passer de l'UE. Il faudrait ainsi que les deux parties fassent un pas l'une vers l'autre. Mais au lieu de cela, le Conseil fédéral fait du neuf avec du vieux. Et je regrette que notre coopération avec l'UE en matière de recherche soit bloquée et doive en payer le prix. Cela m'inquiète car nous

“

« En règle générale, le seul moyen de sortir d'un cul-de-sac est de reculer ou d'opérer un demi-tour. [...] Or, avec les bons outils en main, nous pouvons dégager une issue. »



Irène Kälin lors de sa visite en Ukraine en avril 2022.

“

« La guerre en Ukraine s'en prend à l'ensemble de nos valeurs. Et elle ne se contente pas de les piétiner, mais les balaye et les anéantit. »

devons trouver une solution. Ensemble. Il n'y a pas d'alternative à cela.

Le 6 décembre prochain, cela fera trente ans que le peuple suisse a refusé l'adhésion à l'Espace économique européen (EEE). Quelle est la signification de cette date pour vous ?

Même si j'étais alors une enfant, je respecte le choix des Suissesses et des Suisses qui ont voté « non » à l'époque. La question n'est pas de savoir s'il faut considérer aujourd'hui ce « non » comme une erreur ou pas, mais de savoir comment trouver un moyen d'aller de l'avant avec l'UE, au niveau économique, en tant que voisins et amis, mais surtout en renforçant nos valeurs communes que sont la démocratie, l'Etat de droit et les droits humains.

Quelles leçons tirez-vous de ces trente années de politique européenne ? Voyez-vous un moyen de sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons depuis le 26 mai 2021 ?

En règle générale, le seul moyen de sortir d'un cul-de-sac est de reculer ou d'opérer un demi-tour. Or, il faut trouver avec l'UE une voie nous permettant d'aller de l'avant. Les sujets à débattre sont toujours les mêmes que ceux discutés le 26 mai et toutes ces dernières années. Avec les bons outils en main – de la volonté politique, du pragmatisme, de la créativité –, nous pouvons dégager une issue. J'en suis convaincue. Et si l'UE s'y appliquait de son côté

aussi, je suis persuadée que nous nous rejoindrions rapidement. Car nous sommes voisins et avons vécu et travaillé ensemble en toute amitié pendant des années.

Ce qui me gêne, c'est que ni le Conseil fédéral ni la Commission européenne ne semblent prêts à se lancer dans ce chantier. Nous profitons toutes et tous d'une Europe forte ; toutefois, quand deux voisins n'arrivent pas à se mettre d'accord, c'est souvent un troisième qui gagne. Ni la Suisse, ni l'UE n'ont d'intérêts à s'opposer. Laisser s'éroder nos relations et nos accords, et les voir être pris en otage, comme c'est le cas pour l'exclusion de la Suisse du programme européen de recherche « Horizon Europe », c'est se tirer une balle dans le pied. Car c'est ensemble que nous résoudrons les défis de notre temps. Renoncer à ce que les meilleur-es chercheuses et chercheurs travaillent ensemble est tout simplement une aberration.

En conclusion, quel message souhaitez-vous faire passer à nos lectrices et lecteurs qui s'inquiètent de l'avenir européen de la Suisse ?

Je m'inquiète aussi. L'Europe et ses valeurs ne m'ont jamais semblé aussi importantes et aussi menacées qu'en ce moment. J'ai vu le sondage (ndlr : commandé et publié par la SRF le 22 septembre 2022) qui dit que les jeunes en Suisse ne sont pas intéressés par l'UE. Il y a vingt ans, j'étais moi-même activement engagée en faveur d'une adhésion à l'UE. Aujourd'hui, ce n'est plus un sujet de discussion. Nous sommes pourtant au coeur du continent européen, entourés de voisins membres de l'UE et de l'EEE. Nous avons besoin de bonnes et de solides relations avec eux. Oui, se rapprocher de l'UE a un coût. Mais je suis convaincue que le prix à payer si nous restons dans cette impasse sera bien plus douloureux et bien plus important que celui d'un accord avec l'UE. Nous connaissons les variantes possibles permettant de sécuriser et de développer nos relations avec l'UE, et ainsi garantir à la Suisse un avenir européen : accord institutionnel, EEE ou adhésion. Débattons-en sans crainte et faisons revivre cette discussion de fond. Nous vivons des temps incertains. L'Europe est en guerre. Nous devons nous serrer les coudes – je suis persuadée que nous pouvons le faire. Alors bougeons-nous ! ★

Pour l'adhésion à l'UE

par **Martin Gollmer**, auteur

L'idée d'écrire un livre sur l'Union européenne (UE) et l'adhésion de la Suisse à celle-ci est née dans la phase finale des négociations de l'accord institutionnel. Cette phase finale a été marquée par des querelles étranges entre la Suisse et l'UE ainsi qu'entre les partis politiques, les syndicats et les organisations économiques suisses. L'UE a insisté pour que la Suisse fasse de larges concessions, même lors de négociations additionnelles. Dans notre pays, la grande coalition proeuropéenne de centre-gauche, composée de partis et d'associations, qui avait permis la voie bilatérale avec l'UE à partir de 2002, a alors volé en éclats. Le Conseil fédéral s'est donc vu contraint, en mai 2021, d'interrompre sans accord les négociations avec l'UE. La voie royale de la politique européenne qu'était devenue le bilatéralisme semblait ainsi être arrivée brutalement à son terme.

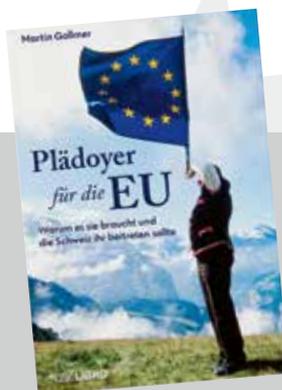
Dans la phase qui a suivi la rupture des négociations, les partis, les associations et les groupes d'intérêt ont rivalisé de propositions sur la manière de poursuivre les relations entre la Suisse et l'UE. La ligne directrice était de s'en tenir au bilatéralisme. De fait, aucune discussion de fond sur les alternatives n'a été engagée. Ainsi, personne n'a évoqué l'adhésion de la Suisse à l'UE. Le Conseil fédéral ne l'a pas fait non plus lorsqu'il a décidé, en février 2022, de poursuivre la voie bilatérale avec un troisième paquet d'accords.

Ce choix est surprenant, car les accords bilatéraux avec l'UE n'ont pas que des avantages pour la Suisse. En poursuivant sur cette voie, elle se doit d'intégrer le droit de l'UE bien qu'elle ne puisse pas participer à la prise de décision. Qui plus est, la Commission européenne a clairement indiqué que la reprise du droit européen devra à l'avenir se faire de manière dynamique et non plus par voie de négociation. Par ailleurs, la Commission maintient également la participation de la Cour de justice de l'UE dans le règlement des différends. Il est donc clair que le prix institutionnel que la Suisse doit payer pour la poursuite de la voie bilatérale reste élevé.

C'est pourquoi le livre plaide pour que la Suisse prenne le taureau par les cornes et

adhère à l'UE. Elle obtiendrait alors un droit de codécision lors de l'adoption de la législation européenne, qu'elle reprend de toute façon depuis longtemps de manière autonome ou en vertu des accords bilatéraux. La Suisse pourrait siéger dans tous les organes de l'UE et participer pleinement et sur un pied d'égalité avec les autres Etats européens à l'organisation future de l'Europe. Une adhésion à l'UE serait donc, par rapport au bilatéralisme, synonyme de gain de souveraineté pour la Suisse. Et avec une adhésion, la Suisse ne serait plus une resquilleuse solitaire qui bénéficie des dividendes de la paix et de la prospérité de l'UE.

Pour qu'une adhésion Suisse à l'UE ait du succès auprès des électrices et électeurs, une bonne connaissance de l'UE est indispensable. C'est pourquoi le livre brosse aussi un portrait actuel de l'Union. Il ne s'agit pas seulement d'évoquer ses échecs et ses faiblesses, comme c'est souvent le cas en Suisse; il convient également de présenter les succès et les forces de l'UE, qui existent et qui sont aujourd'hui tellement évidents qu'ils ne sont même plus mentionnés par les médias ou dans les discussions. Or, ces succès et ces atouts rendent l'UE indispensable. Et, selon les mots de Joschka Fischer, ancien ministre allemand des Affaires étrangères et membre des Vert-es: « Si l'UE n'existait pas, il faudrait l'inventer. » ★



Martin Gollmer, *Plädoyer für die EU. Warum es sie braucht und die Schweiz ihr beitreten sollte*, NZZ Libro, Bâle, 2022, env. 200 pages [en allemand uniquement]



© Martin Gollmer

MARTIN GOLLMER est diplômé d'économie et de journalisme à Saint-Gall et à Zurich. Il a été journaliste pendant presque toute sa carrière, notamment pour le *St. Galler Tagblatt* et le *Finanz und Wirtschaft*. De 1989 à 1995, il a travaillé pour le *Tages-Anzeiger* en tant que correspondant à Bruxelles. De 1999 à 2002, il a dirigé l'Euro Info Center Suisse (EICS) au sein de l'Osec Business Network Switzerland. L'EICS faisait à l'époque partie d'un réseau d'information et de conseil de la Commission européenne pour les PME actives au sein de l'UE. Aujourd'hui, Gollmer est journaliste indépendant.

Le livre explore les échecs et les faiblesses de l'UE (entre autres le Brexit et la politique migratoire) ainsi que ses succès et ses forces (comme le maintien de la paix ou l'euro). Il plaide pour l'adhésion à l'UE de la Suisse, qui pourrait ainsi participer à la prise de décisions. La démocratie directe, le fédéralisme et la neutralité seraient préservés. Des changements importants seraient néanmoins nécessaires en matière de politique, de fiscalité, de monnaie et d'agriculture.

L'EEE, 30 ans après

par **D^r Georges Baur**, Senior Research Fellow Law au Liechtenstein-Institut



© Liechtenstein-Institut

Georges Baur est Senior Research Fellow Law au Liechtenstein-Institut. En 2019, il a été Visiting Fellow au Centre for European Legal Studies de l'Université de Cambridge. De 2012 à 2018, il a travaillé comme secrétaire général adjoint au Secrétariat de l'AELE à Bruxelles. Il y avait notamment la charge de la gestion et du fonctionnement pratique de la reprise du droit dans l'EEE, du Service juridique ainsi que des comités réunissant les parlementaires et les partenaires sociaux. Il était en outre chargé d'autres dossiers relatifs aux pays tiers et a assuré le suivi du Brexit. Auparavant, il a été chef adjoint de la Mission de la Principauté de Liechtenstein auprès de l'UE à Bruxelles. De 2000 à 2003, Georges Baur a été conseiller du gouvernement de la Principauté pour les questions relatives à la place financière. Entre 1989 et 2000, il a travaillé au Liechtenstein en tant que juriste dans une banque ainsi que dans un cabinet d'avocats. Georges Baur a obtenu son doctorat à l'Université de Zurich et été admis au barreau suisse. Il a publié différents articles sur des thèmes liés au droit européen et au droit liechtensteinois.

Le 6 décembre 1992, la Suisse devenait le seul pays de l'Association européenne de libre-échange à ne pas rejoindre le nouvel « Espace économique européen ». Trente ans plus tard, qu'est-il advenu de cet accord, alors considéré par certains comme un « camp d'entraînement » en attendant l'adhésion à l'Union européenne ?

Depuis son entrée en vigueur le 1er janvier 1994, l'Espace économique européen (EEE) a œuvré à la satisfaction de ses désormais trente Etats membres ainsi que des institutions de l'Union européenne (UE). Cette réussite démontre aussi que l'UE voit dans l'EEE un outil lui permettant de garantir le respect des fondements et principes du marché unique aux Etats non-membres y participant.

Des institutions communes qui fonctionnent

La reprise du droit de l'UE se fait de manière dynamique, parfois de façon rapide, parfois moins, en raison, par exemple, d'adaptations au niveau du contenu (directive sur les citoyen-nes de l'Union) ou de la structure (autorités européennes de surveillance des services financiers). L'EEE étant avant tout un accord en faveur des citoyen-nes et des entreprises, ceux-ci peuvent se défendre en Islande, au Liechtenstein et en Norvège, même contre les exigences des autorités nationales. Une autorité de surveillance et une Cour de justice des trois Etats de l'Association européenne de libre-échange (AELE)/EEE y veillent. La définition du droit de l'EEE (qui consiste en une reprise du droit européen) se base sur la jurisprudence de la Cour de justice de l'UE (CJUE), qui elle-même se réfère, le cas échéant, aux décisions antérieures de la Cour de justice de l'AELE. Cette dernière tient cependant aussi compte des spécificités de l'EEE, par exemple du fait qu'il ne s'agit pas d'une union douanière.

La Cour de justice de l'AELE, tout comme la CJUE du côté de l'UE, tranche les litiges

impliquant des citoyen-nes, des entreprises, des autorités publiques ou l'Autorité de surveillance elle-même. Il en résulte une pratique largement concordante des deux tribunaux. Les divergences entre les Etats de l'AELE et de l'UE sont donc extrêmement rares. Jusqu'à présent, elles ont toutes été réglées au sein du Comité mixte de l'EEE (*Joint Committee*). Il n'y a, à ce jour, jamais eu de procédure de règlement des différends entre les parties contractantes.

Un EEE qui satisfait ses membres

Comment les trois Etats de l'AELE membres de l'EEE appréhendent-ils ce dernier ? L'Islande a certes déposé une demande d'adhésion à l'UE en 2009, mais elle l'a retirée en 2015. Le Liechtenstein a gagné en souveraineté en adhérant à l'EEE. Vers la fin des années 1980, la Principauté risquait de devenir un canton suisse sans droits, conséquence des accords qu'elle avait elle-même souhaité conclure alors avec la Suisse. En comparaison, le pays partage aujourd'hui sa souveraineté en matière de marché intérieur avec vingt-neuf autres Etats. Le taux d'approbation de l'adhésion à l'EEE est passé au Liechtenstein de 55,8 % (1992) à environ 75 % (2020). Quant à la Norvège, l'EEE y est considéré comme un compromis étatique. En effet, la population norvégienne a refusé d'adhérer à l'UE en 1972 et en 1994. De plus, les gouvernements de ces dernières décennies ont été, pour la plupart, des coalitions dans lesquelles le grand parti dirigeant, le parti travailliste ou le parti conservateur, était favorable à l'adhésion de la Norvège à l'UE, alors que leurs partenaires, plus petits, ne l'étaient généralement pas. C'est pourquoi, la participation à l'EEE n'est pas négociable en Norvège, car celui-ci garantit un équilibre interne entre les positions des différents partis en matière de politique extérieure. ★

Le naufrage européen de la Suisse

par **François Cherix**, analyste et écrivain, ancien coprésident du Nouveau mouvement européen Suisse

A la surprise générale, le Conseil fédéral décidait le 26 mai 2021 d'enterrer l'accord institutionnel longuement négocié avec l'Union européenne. Rien n'était moins suisse que cette rupture brutale et unilatérale des discussions en cours. Et rien n'était plus suisse que ce traité qu'il aurait suffi d'affiner pour obtenir l'un de ces compromis que les Confédérés se flattent de savoir élaborer. Aujourd'hui, il apparaît clairement que cette décision a constitué une faute historique. Elle n'a résolu aucun des problèmes existants, ni dans les tensions intérieures, ni dans les relations extérieures. Au contraire, elle les a aggravés, tout en créant des difficultés supplémentaires.

Les premières victimes ont été les étudiants, les chercheuses et chercheurs, les écoles et les universités qui ont été écartés des programmes européens. Les suivantes ont été les Medtech, privées de la reconnaissance mutuelle des normes techniques qui n'a pas été renouvelée. Des secteurs toujours plus nombreux de l'économie verront leur accès au marché européen péjoré. En plus d'une érosion inéluctable des accords bilatéraux sectoriels, l'abandon de l'accord institutionnel entraîne une lente marginalisation de la Suisse. Dans toute une série de domaines, elle sera bientôt décrochée, oubliée, hors-jeu.

La crise européenne de la Suisse est structurelle, mais aussi culturelle. Alors que le souverainisme progressait dans toutes les couches de la société, la connaissance de l'Union européenne, de ses politiques et de ses fonctionnements n'a cessé de faiblir. Aujourd'hui, trente ans après le refus de l'Espace économique européen (EEE), la Suisse a perdu ses repères. Egarée, divisée, aveuglée par les préjugés, elle ne semble plus en mesure de conduire un débat européen rationnel.

Ce naufrage est d'autant plus grave que l'Ukraine a été attaquée par une Russie impérialiste qui rêve de détruire les valeurs européennes. Dans ce contexte tragique, la passivité de la Suisse n'est plus acceptable. Si le rejet de l'accord institutionnel était une faute, l'incapacité de la réparer

alors que la guerre fait rage devient indigne. Reprendre les sanctions contre la Russie n'est pas suffisant. La Suisse doit sortir de son isolement pour défendre ses intérêts, mais aussi pour affirmer sa solidarité avec une UE protégeant la paix et la démocratie.

Le 26 mai 2021, la barque Suisse a tiré au canon dans sa propre coque. En cas d'inaction, le naufrage est programmé. Autrement dit, il est urgent de se rapprocher de l'UE et de reprendre le chemin de l'intégration. Les routes sont limitées. L'adhésion est hélas aujourd'hui inconcevable, bien qu'elle reste la meilleure solution pour une Suisse au cœur de l'Europe. L'invention d'un nouveau traité miraculeux plus favorable paraît impossible. Le plus simple serait donc que le Conseil fédéral repêche l'accord rejeté, moyennant quelques précisions lui permettant de sauver la face. Dans l'immédiat, ce retour à la sagesse paraît difficile, tant le récit d'un texte inacceptable a été propagé. Enfin, il ne faut pas oublier l'EEE qui pourrait être relancé. Il réglerait de nombreux problèmes, tout en offrant peut-être un compromis sensé aux partisans de l'adhésion comme à ceux qui ne la voudront jamais.

L'essentiel est de sortir du déni pour entrer dans un débat sans tabou. Procrastiner une nouvelle décennie sur le dos de la jeunesse et des forces vives du pays n'est pas imaginable. Quand la barque tangue et menace de couler, il faut empoigner le gouvernail et changer de cap. ★



© François Cherix

Analyste, **FRANÇOIS CHERIX** s'est spécialisé dans les domaines de la stratégie et de la communication politique. En 2000, il crée à Lausanne le bureau de conseil Paradoxes, qui préconise des approches transversales dépassant les positions dogmatiques.

Membre du Parti socialiste suisse, il défend une gauche ouverte, humaniste et réformatrice. Il a siégé à la Constituante vaudoise et au Grand Conseil vaudois.

Européen convaincu et engagé, François Cherix combat depuis toujours le nationalisme et le populisme. Il a participé à la création du Nouveau mouvement européen Suisse, qu'il a coprésidé et dont il est membre d'honneur. Écrivain, il a publié une douzaine de livres et de nombreux articles.



En liquidant l'accord institutionnel, le Conseil fédéral a amputé le crédit de la Suisse. Une part de sa liberté a été détruite. Et la liberté, c'est Guillaume Tell ! En se recroquevillant, la Suisse a renié son plus illustre défenseur d'un humanisme digne, libre et responsable. Voici donc son éloge funèbre, qui devient une étonnante aventure. Citoyen précurseur des valeurs européennes, notre arbalétrier reprend du service pour délivrer une Suisse enfermée dans la peur et la médiocrité.

François Cherix, *Eloge funèbre de Guillaume Tell*, Coll. Le Banquet, Ed. de l'Aire, Vevey, 2022, 160 pages

Un Mouvement en fort mouvement

par **Janina Aeberhard**, secrétaire générale adjointe au Mouvement européen Suisse



© Mouvement européen Suisse



© Mouvement européen Suisse



© GABRIEL DESIGN



© Mouvement européen Suisse

Rien. Le néant. Voilà l'état de notre politique européenne. Mais alors que le blocage persiste, le Mouvement européen est loin d'être inactif.

Le néant en matière de politique européenne doit enfin prendre fin. Nous ne voulons plus attendre. Il faut aller de l'avant! Nous voulons mettre l'Europe à l'ordre du jour politique et rendre le débat plus accessible aux Suissesses et aux Suisses. Pour ce faire, nous avons élaboré une variété d'activités sous des formes diverses. Car nous avons impérativement besoin d'une discussion ouverte à propos des moyens nous permettant d'assurer notre avenir européen.

Voyage à Bruxelles

Il existe de nombreuses manières de sensibiliser les gens à l'Europe et aux liens étroits qui nous unissent à elle, en tant que pays au cœur du continent. Faire l'expérience de l'Europe est un moyen particulièrement efficace pour y parvenir. C'est exactement ce que nous avons fait lors de notre voyage à Bruxelles en septembre: avec un groupe d'une vingtaine de personnes, nous avons visité les institutions européennes et mené des discussions passionnantes, avec BusinessEurope, la faïtière du patronat européen, ou avec la Confédération européenne des syndicats. Plus d'une fois, un-e participant-e au voyage nous a avoué découvrir des liens insoupçonnés entre la Suisse et l'Union européenne (UE).

Tournée européenne

Avec notre traditionnelle Tournée européenne, nous cherchons à rapprocher l'Europe des citoyen-nes et démontrer que nous ne devons pas privilégier les éléments techniques de nos relations avec l'UE, mais bien promouvoir nos liens qui sont forts, variés et stimulants. Entre septembre et novembre, la tournée européenne s'est arrêtée dans différentes régions de Suisse. Des questions de fond ont été abordées: comment parlons-nous de l'Europe?; quelle est l'influence des chan-

gements actuels en Europe sur la politique de sécurité, d'approvisionnement énergétique ou sur la politique climatique?; quelle neutralité défendre face à la guerre en Ukraine?

Journée européenne

Le point culminant de la tournée européenne a été la Journée européenne à Berne. Avec des personnalités de renom comme le Prof. Martin Selmayr, S.E. Petros Mavromichalis, S.E. Frédéric Journès, Laura de Weck, le Prof. Matthias Oesch ou encore Ludovic Voet, nous avons discuté des changements et des défis actuels en Europe ainsi que des trente ans de politique européenne de la Suisse. Enfin, un copieux buffet et un apéritif ont permis de poursuivre les discussions sur l'Europe et la Suisse de façon plus conviviale.

Pétition

Ne rien faire met gravement en péril les relations entre la Suisse et l'UE et est irresponsable! En ces temps troubles où la guerre est de retour en Europe, où l'incertitude quant à l'approvisionnement énergétique augmente et où l'inflation s'accroît, nous avons besoin de clarté! C'est pourquoi nous avons lancé une pétition demandant au Conseil fédéral de présenter au Parlement le rapport sur l'Europe promis depuis de nombreuses années et de revenir à la table des négociations. Nous avons aussi proposé un arrêté fédéral qui permettrait au Parlement de réaffirmer l'objectif de législation n°12 et de donner un mandat clair au Conseil fédéral pour qu'il garantisse une association de la Suisse aux programmes européens essentiels ainsi que l'intégration de cette dernière au marché intérieur européen de l'énergie. Le Conseil fédéral resterait libre de choisir une procédure de négociations échelonnée, tant en politique intérieure qu'en politique extérieure, afin de remplir l'objectif fixé: celui de donner un cadre régulateur aux relations entre la Suisse et l'UE. Il y a urgence et il est temps d'aller de l'avant! ★



« Ensemble en Europe » – Dis-moi, l'Europe, t'en dis quoi ?

par **Sarah Wyss**, conseillère nationale PS/BS et présidente de la section bâloise du Mouvement européen Suisse

Une relation solide et stable avec l'Union européenne (UE) et nos pays voisins est capitale pour la Suisse. Aujourd'hui, cette relation est en danger. Depuis l'interruption des négociations sur l'accord institutionnel en mai 2021, elle s'effrite littéralement. Avec l'arrivée à échéance notamment de l'accord sur la reconnaissance mutuelle en matière d'évaluation de la conformité (ARM) dans le domaine des dispositifs médicaux, l'exclusion de la Suisse d'Horizon Europe, c'est la société, l'économie qui sont les victimes de cette dégradation, autrement dit nous toutes et tous. Et le nord-ouest de la Suisse en ressent les conséquences encore plus fortement.

Il faut de nouvelles impulsions

La politique européenne de la Suisse est bloquée depuis plusieurs années. Les partis et le Conseil fédéral ne trouvent pas de solutions. Ce blocage persistant risque de nuire durablement aux acquis et aux libertés obtenus.

Au sein de la section bâloise, nous pensons que l'impulsion doit aussi venir de la société civile et des cantons. C'est pourquoi, au printemps dernier, nous avons entamé des discussions et cherché à savoir comment agir pour aider à débloquer la situation au plan cantonal. S'il faut bien admettre que la marge de manœuvre des cantons reste limitée – la politique étrangère est en principe une affaire fédérale –, rester inactif et

faire l'autruche n'était pas une option pour nous !

Bâle-Campagne et Bâle-Ville: nous devons parler

Les entretiens avec les parties prenantes ont clairement montré qu'un débat constructif sur les relations avec nos voisins européens faisait défaut dans le nord-ouest de la Suisse, les débats idéologiques obscurcissant la valeur réelle de ces relations et empêchant ainsi leur développement. Et c'est précisément pour promouvoir cet indispensable débat constructif que nous avons élaboré les initiatives populaires cantonales à Bâle-Campagne et à Bâle-Ville, convaincus qu'une initiative populaire est à même de promouvoir le débat public.

C'est pourquoi nous avons travaillé d'arrache-pied ces derniers mois à l'élaboration d'une initiative constitutionnelle pour chacun des deux cantons. Lancées le 15 octobre et largement soutenues, tant sur le plan politique qu'au sein de la société civile, nos deux initiatives demandent, dans une même formulation, que Bâle-Campagne et Bâle-Ville s'engagent pour améliorer la relation entre la Suisse et l'UE. Cette dernière revêt une importance particulière pour notre section. « Ensemble en Europe », c'est aussi nous engager au-delà des frontières des organisations, des mouvements et des partis. ★



© Sarah Wyss

Plus d'information sur les deux initiatives populaires sur www.zaemme-in-europa.ch [en allemand uniquement]



Zämme in Europa

Une convention européenne pour une Union démocratique et souveraine

de **Sandro Gozi**, député européen et président de l'Union des fédéralistes européens



© Sandro Gozi

SANDRO GOZI est député européen depuis 2019 et siège au sein du groupe Renew Europe. Il est membre de la Commission des affaires constitutionnelles (AFCO) et de la Commission du marché intérieur et de la protection des consommatrices et des consommateurs (MCO). Il est également président de l'Union des fédéralistes européens (UEF), président du Groupe Spinelli, et secrétaire général du Parti démocratique européen (PDE). Sandro Gozi a été secrétaire d'Etat italien aux Affaires européennes de 2014 à 2018, puis nommé conseiller auprès de l'ancien Premier ministre français Édouard Philippe en 2019.

La guerre en Ukraine et la pandémie de Covid 19 ont fait émerger des appels à réformer l'Union européenne pour la rendre plus résiliente et mieux préparée aux grands défis actuels. Durant cette phase historique sans précédent, le Parlement européen en a été le moteur principal, plaidant pour un processus de réforme conséquent.

En soutenant vigoureusement la tenue de la Conférence sur l'avenir de l'Europe et en y assumant un rôle central, les députés européens ont contribué à impliquer directement les citoyens dans la formulation de propositions de grande envergure pour rendre l'Europe souveraine et plus démocratique.

Une fois de plus, le Parlement européen a tenu, vis-à-vis des citoyens, son engagement d'assurer un suivi des propositions formulées par la Conférence. Il a ainsi soutenu dès juin 2022 une résolution exhortant les gouvernements de l'Union européenne (UE) à convoquer une convention pour réviser les traités. Bien que seule une majorité simple des Etats membres soit nécessaire pour lancer un tel processus, le Conseil européen n'a pas encore répondu à cette demande. À la lumière de l'ensemble des crises récentes et actuelles, et des défis transnationaux critiques qui se profilent à l'horizon, une réforme constitutionnelle profonde de l'Union ne peut plus être reportée.

La réforme des procédures de vote au sein du Conseil – dans le but de renforcer la capacité d'action de l'Union, y compris le passage de l'unanimité à la majorité qualifiée – semble, en particulier, désormais incontournable et urgente. Cette réforme doit garantir la compatibilité avec les normes législatives européennes existantes et rendre les processus décisionnels plus démocratiques, plus flexibles et plus transpa-

rents. D'où l'importance du Parlement, en tant qu'institution représentant les citoyens européens et seul organe de l'UE élu démocratiquement. Le fait qu'il n'ait pas le pouvoir de faire des propositions législatives peut être considéré comme une anomalie, en comparaison à d'autres assemblées législatives de systèmes démocratiques. C'est pourquoi une révision des traités devrait tenir compte de l'asymétrie extrême qui existe aujourd'hui entre le Parlement, le Conseil européen, le Conseil de l'UE et la Commission européenne en ce qui concerne la mise à l'ordre du jour législative et devrait garantir au Parlement le droit d'initiative législative.

L'introduction de listes transnationales devrait également être un pilier de cette réforme. Un problème fondamental des élections européennes est qu'elles ne sont pas européennes à proprement parler, mais la somme de vingt-sept campagnes électorales nationales. Or, la démocratie n'est pas un bien commun qui peut être monopolisé par les Etats membres. Son confinement au sein des frontières nationales doit dès lors cesser. En permettant aux partis politiques européens de se disputer un certain nombre de sièges dans une circonscription à l'échelle de l'Union, les listes transnationales pourraient aussi donner de la crédibilité au processus de nomination du président ou de la présidente de la Commission grâce à un véritable système de têtes de liste, plus connu sous le nom de « Spitzenkandidaten ».

Ce n'est qu'en devenant une puissance véritablement souveraine et démocratique que l'UE retrouvera la force nécessaire pour faire face aux grands défis géopolitiques et transnationaux de notre temps, de la transition verte à la sécurité. Les grands défis qui nous attendent exigent une révision des traités de l'UE tournée vers l'avenir – sans attendre. ★

Une perspective européenne pour la jeunesse suisse

par **Cécile Kessler**, ancienne présidente de la young european swiss | yes



© Cécile Kessler

« L'adhésion? Non merci! – Les jeunes montrent l'épaule froide à l'UE »: c'est ainsi que la Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) titrait un article de septembre 2022 sur la désaffection croissante des 18-34 ans pour une éventuelle adhésion de la Suisse à l'Union européenne (UE). Après trois ans de présidence de la young european swiss | yes et de nombreux échanges avec de jeunes Suissesses et Suisses, je peux affirmer que, pour elles et eux, l'Europe est déjà une réalité. La jeune génération est nettement plus ouverte à l'Europe et à l'UE que ne le laissent entendre les médias. Ce dont elle a besoin, c'est d'une vision du rôle de la Suisse en Europe.

Cette génération a grandi avec les acquis et les libertés européennes qu'elle perçoit comme allant de soi. Mais elle a également grandi avec un récit qui présente l'UE comme un monstre bureaucratique, autoritaire, adversaire de la Suisse. En cas d'adhésion, la Suisse perdrait sa souveraineté, sa prospérité et sa capacité d'action, entend-on. Au cours des trente dernières années et pour cette génération, l'option

de l'adhésion à l'UE s'est réduite à ne devenir qu'un rêve politique.

Ce qui manque à ce jour dans ce débat, c'est une réflexion constructive sur le rôle de la Suisse en Europe. Géographiquement au cœur de l'Europe, entourée de pays de l'UE et de l'Espace économique européen (EEE), économiquement importante, la Suisse est déjà très largement intégrée à l'UE. Sauf que les accords actuels avec l'UE ne permettent pas à la Suisse de participer à la prise de décision, ou seulement de manière limitée. Or, il est primordial pour la jeune génération de pouvoir participer aux décisions au plan européen. Des thèmes urgents et essentiels comme la lutte contre le changement climatique, la garantie de la paix en Europe ou l'approvisionnement énergétique ne peuvent être résolus qu'en collaboration avec d'autres Etats. Une communauté européenne qui fonctionne est également nécessaire dans les domaines essentiels pour la jeunesse que sont la cybersécurité, la protection des données et de la vie privée, la migration, la recherche et de la coopération au développement. Une adhésion de la Suisse permettrait non seulement à celle-ci de participer aux décisions, mais aussi d'imprimer sa marque sur les normes internationales, notamment en matière de démocratie ou de protection de l'environnement. Il est temps que la Suisse joue un rôle actif au plan européen en participant à l'élaboration de politiques communes et en assumant ses responsabilités.

Au vu de l'érosion croissante des accords bilatéraux, l'adhésion à l'UE doit à nouveau être considérée comme une option sérieuse. Elle permettrait un débat sur la manière dont la Suisse, et en particulier la jeune génération, souhaite construire son avenir en Europe. Nous devons faire comprendre aux jeunes Suissesses et Suisses l'importance d'une participation active de la Suisse au projet européen. Comme on peut le lire sur une façade de la rue de la Loi à Bruxelles: « The Future is Europe. » ★



Editeur

Mouvement européen Suisse

Rédaction

Janina Aeberhard, Raphaël Bez, Seraina Graf et Alexis Vrettos
Magazine europa.ch, Mouvement européen Suisse, case postale, 3000 Berne 22, + 41 31 302 35 36, magazin@europa.ch

Auteur-es

Janina Aeberhard, János Allenbach-Amman, Georges Baur, Raphaël Bez, François Cherix, Dominik Elser, Martin Gollmer, Sandro Gozi, Irène Kälin, Cécile Kessler, Adina Vălean, Alexis Vrettos, Sarah Wyss

Traductions et relectures

Janina Aeberhard, Raphaël Bez, Seraina Graf, Toni Koller, Pierre Alain Seiler, Alexis Vrettos

Concept

Nicolas Peter

Impression

Stämpfli Communication, staempfli.com

Tirage

2'600 en allemand, 1'600 en français

Couverture

Keystone / Alessandro della Valle (photo)

Compte postal et IBAN

30-9024-9 | CH14 0900 0000 3000 9024 9. Si vous désirez faire paraître votre annonce publicitaire dans le prochain numéro, merci de vous adresser à magazin@europa.ch.



Deviens membre de la **yes!** Retrouve toutes les informations sur le site internet www.y-e-s.ch



Eyla conjugue confort maximum et élégance - en tant que siège pivotant destiné à un poste de travail de qualité ou en tant que siège de conférence destiné à une salle de réunion représentative. Design: Burkhard Vogtherr et Jonathan Prestwich. www.girsberger.com/eyla

